



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**



Bruxelles, le 15 juin 2005
EEE 1605/05 (Presse)
(OR. en)

**23^{ème} session du Conseil de l'EEE
Luxembourg, le 14 juin 2005**

Conclusions

1. La vingt-troisième session du Conseil de l'EEE a eu lieu à Luxembourg le 14 juin 2005 sous la présidence de M. Jean Asselborn, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Luxembourg. Ont participé à cette session M. Jan Petersen, ministre des affaires étrangères de la Norvège, M. David Oddsson, ministre des affaires étrangères de l'Islande, et Mme Rita Kieber-Beck, ministre des affaires étrangères du Liechtenstein, ainsi que des membres du Conseil de l'Union européenne et M. Olli Rehn, membre de la Commission.
2. Le Conseil de l'EEE a noté que, dans le cadre du dialogue politique, les ministres avaient abordé la question de la dimension septentrionale/Russie, des Balkans occidentaux et du Moyen-Orient.

P R E S S E

3. Le Conseil de l'EEE a noté que l'EEE élargi depuis le 1^{er} mai 2004 fonctionnait bien. Il a cependant fait observer que l'accord d'élargissement de l'EEE était encore appliqué à titre provisoire. Les ministres ont invité les parties contractantes n'ayant pas encore ratifié cet accord à le faire sans tarder.
4. Les ministres se sont félicités que la mise en œuvre du nouveau mécanisme financier de l'EEE et du mécanisme financier norvégien ait bien progressé. Avec le cadre juridique et les orientations mis en place ainsi que les mémorandums d'accord conclus avec les États bénéficiaires, la mise en œuvre est entrée dans une nouvelle phase d'élaboration de projets. L'importance de la transparence et d'une large participation à ces travaux a été soulignée. Le Conseil de l'EEE s'est félicité du lancement des premiers appels à propositions.
5. Le Conseil de l'EEE s'est félicité de la signature du traité d'adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie le 25 avril et a rappelé que l'article 128 de l'accord EEE prévoit que tout État européen devenant membre de la CE demande à devenir partie à cet accord. Conformément à cette disposition, les parties concernées ont donc été invitées à négocier et à conclure les accords d'élargissement respectifs. Le Conseil de l'EEE a souligné l'objectif commun de l'adhésion simultanée des nouveaux membres à l'UE et à l'EEE, afin de garantir l'homogénéité et le bon fonctionnement de l'Espace économique européen.
6. Le Conseil de l'EEE a encouragé toutes les parties contractantes à fournir aux acteurs concernés des informations concernant l'accord EEE, afin de faciliter le bon fonctionnement de cet accord et de préserver les intérêts des opérateurs économiques dans l'ensemble de l'EEE.
7. Le Conseil de l'EEE a pris acte du processus de ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe, engagé depuis la signature dudit traité le 29 octobre 2004.
8. Le Conseil de l'EEE a pris acte de la relance de la stratégie de Lisbonne lors du sommet de printemps des 22 et 23 mars 2005, qui se traduira par un recentrage sur la croissance et l'emploi. La stratégie de Lisbonne continuera d'englober les piliers économique, social et environnemental, en mobilisant les synergies pour stimuler la croissance et l'emploi. Les ministres ont reconnu qu'il était important d'améliorer encore le marché intérieur pour atteindre les objectifs de la stratégie de Lisbonne. Le Conseil de l'EEE a pris note de la contribution de l'EEE/AELE à l'examen à mi-parcours, en particulier des recommandations concernant l'innovation, la viabilité environnementale, l'emploi et l'égalité entre les sexes.

9. En ce qui concerne l'examen d'ensemble des travaux effectués dans le cadre de la coopération au sein de l'EEE, le Conseil de l'EEE a pris acte du rapport d'activité du Comité mixte de l'EEE. Les ministres ont salué le fait que la coopération continue de bien fonctionner et se sont félicités de l'incorporation rapide de la nouvelle réglementation relative au marché intérieur dans l'accord.

En particulier, le Conseil de l'EEE:

- a rappelé qu'il était important que l'EEE/AELE participe en temps opportun aux agences de l'UE présentant un intérêt pour l'EEE et a déclaré qu'il attendait avec intérêt que soit adoptée dès que possible une décision du Comité mixte de l'EEE concernant la participation de l'EEE/AELE à l'Autorité européenne de sécurité des aliments;
- a rappelé l'objectif consistant à préserver le bon fonctionnement du marché intérieur dans le domaine de l'aviation civile. Le Conseil de l'EEE a pris note à cet égard du souhait commun de l'UE et des États de l'EEE/AELE d'approfondir encore les liens étroits qui existent dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les règles et les principes communs régissant l'organisation de l'espace aérien européen (ciel unique européen). Le Conseil de l'EEE a également noté que l'UE et les États de l'EEE/AELE continuent d'entretenir des contacts informels étroits en ce qui concerne la politique de ciel ouvert de l'UE. En outre, le Conseil de l'EEE a engagé toutes les parties contractantes à prévenir toute restriction éventuelle à la libre prestation de services aériens au sein de l'EEE, sous la forme, par exemple, de redevances ou de mesures fiscales discriminatoires;
- a reconnu que la possibilité d'étendre certains éléments du marché intérieur à des pays tiers, comme les États des Balkans, pouvait avoir des conséquences également pour les États de l'EEE/AELE et qu'il pouvait être dans l'intérêt commun des parties contractantes à l'accord EEE de développer avec les partenaires internationaux des relations selon des modalités qui soient bénéfiques pour le bon fonctionnement de l'accord EEE;
- s'est félicité de la poursuite du dialogue constructif visant à dégager des solutions concrètes concernant le système de déclarations préalables à l'arrivée - la règle dite des "24 heures" - et à éviter ainsi de nouveaux obstacles à la libre circulation des marchandises dans l'Espace économique européen;
- a reconnu la contribution de l'EEE/AELE aux efforts visant à définir un cadre général pour les services dans le marché intérieur;
- s'est félicité que l'EEE/AELE continue d'apporter sa contribution au processus d'élaboration des décisions concernant la législation et les programmes communautaires présentant de l'intérêt pour l'EEE, entre autres par sa participation aux comités et groupes de travail compétents, et par ses observations;

- a réaffirmé l'importance de la participation de l'EEE/AELE aux programmes de l'UE présentant de l'intérêt pour l'EEE. Cette participation est cofinancée par les États de l'EEE/AELE et contribue à renforcer la coopération au sein de l'EEE dans des domaines autres que les quatre libertés du marché intérieur, favorisant ainsi les objectifs politiques et économiques communs inhérents à l'accord EEE.
10. Le Conseil de l'EEE a réaffirmé l'objectif commun qui est d'établir des relations stables, pacifiques et prospères avec les pays voisins. Il a reconnu que le fait d'intéresser les pays voisins ou les pays tiers au marché intérieur serait mutuellement bénéfique pour toutes les parties concernées et présenterait un grand intérêt pour l'EEE. Le Conseil de l'EEE s'est félicité de la poursuite de l'échange d'informations sur l'évolution ultérieure de la politique européenne de voisinage et des discussions sur les domaines potentiels de coopération.
 11. Le Conseil de l'EEE a procédé à un débat d'orientation sur l'état d'avancement du cycle de Doha (OMC).
 12. Le Conseil de l'EEE a pris note de l'intérêt que les États de l'EEE/AELE portent aux discussions en cours concernant les perspectives financières de l'UE pour la période 2007-2013 en raison de la participation de l'EEE/AELE aux activités liées à l'UE (programmes, etc.) qui sont financées sur le budget de l'UE.
 13. Le Conseil de l'EEE a souligné la nécessité de résoudre les questions en suspens afin de garantir une mise en œuvre rapide en ce qui concerne le transit du poisson et les contingents sur les crevettes, qui relèvent de l'accord d'élargissement de l'EEE.
 14. Le Conseil de l'EEE a reconnu qu'il était souhaitable d'inviter les ministres de l'EEE/AELE à assister aux réunions ministérielles informelles pertinentes de l'UE, ainsi qu'aux conférences ministérielles, en fonction de la participation de l'EEE/AELE au marché intérieur. Il a également rappelé la pratique consistant à inviter les États de l'EEE/AELE, au niveau des fonctionnaires, à des réunions de dialogue politique avec les groupes compétents du Conseil en formation de troïka, et a indiqué qu'il se félicitait que la future présidence britannique ait l'intention de poursuivre cette pratique.
 15. Le Conseil de l'EEE a pris acte des résolutions figurant ci-après, adoptées par le Comité parlementaire mixte de l'EEE lors de sa 24^{ème} session, tenue le 25 avril 2005 à Reykjavik, en Islande, concernant le *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'accord sur l'EEE en 2004* et le réexamen des lignes directrices concernant les aides à finalité régionale (*The Review of the Regional Aid Guidelines*). Il a également pris acte de la résolution adoptée par le Comité consultatif de l'EEE lors de sa 13^{ème} session, tenue le 31 mai 2005 à Tallinn, en Estonie, concernant la stratégie de Lisbonne - rôle et aspirations des partenaires économiques et sociaux au sein de l'EEE (*The Lisbon Strategy - role and expectations of Economic and Social Partners in the EEA*), ainsi que de sa résolution sur les instruments visant à accroître la cohésion économique et sociale en Europe (*Instruments for increased economic and social cohesion in Europe*), adoptée le 8 juin 2005.